



Bibliographie

Discriminations et Logement

Décembre 2018

Cette sélection bibliographique a été réalisée grâce à la base de données bibliographiques mutualisée du Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI), consultable sur : <http://biblio.reseau-reci.org>

De nombreuses études démontrent l'existence de difficultés d'accès au logement liées aux discriminations directes, indirectes ou encore systémiques. L'objectif de cette bibliographie est d'informer sur les diverses discriminations, d'apporter des enseignements juridiques et de proposer des outils pour prévenir les risques discriminatoires afin de favoriser l'accès au logement de tou-te-s.

CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

LOI n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique
Ministère du Logement et de l'Habitat durable, Bilan triennal 2014-2016 de la loi SRU, 3 janvier 2018.
http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/transparence-logement-social?id_courant=3831

Loi n° 2017- 86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté

Ce texte est la traduction législative d'une partie des mesures issues des Comités interministériels à l'égalité et à la citoyenneté des 6 mars et 26 octobre 2015.

La loi consacre 3 priorités indispensables pour retisser les liens de la communauté nationale : la citoyenneté et à l'émancipation des jeunes, le logement pour lutter contre la "ghettoïsation" de certains quartiers et l'égalité réelle.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2017/1/27/2017-86/jo/texte>

Premier Ministre, instruction sur la mise en œuvre effective des dispositions conçues pour garantir le respect de leurs obligations par les communes en déficit de logements sociaux, 30 juin 2015.

Cette instruction adressée aux préfets par le Premier Ministre vise à renforcer l'application de la loi SRU dans les communes déficitaires en logements sociaux.

http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2015/07/cir_39800.pdf

Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR)

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=0D6C711FBCEA0740BB6CF4ADCD20390F.tplgfr30s_2?cidTexte=JORFTEXT000028772256&categorieLien=id

Loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine

Revient, dans son article 1, sur la nécessité de « garantir aux habitants des quartiers défavorisés l'égalité réelle d'accès aux droits, à l'éducation, à la culture, aux services et aux équipements publics ».

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028636804&categorieLien=id>

Loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social

<https://tinyurl.com/y8ehdb2z>

Loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations.

Mise en conformité avec la législation européenne, la loi définit également la discrimination indirecte et allonge la liste des critères. <https://tinyurl.com/ya894lr4>

LOI n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale
<https://tinyurl.com/knccban>

Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement (dite loi Besson). Version consolidée au 19 juin 2018.
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000159413>

Loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986
La législation relative aux discriminations dans l'accès au logement se développe. Cette loi tend à améliorer les rapports locatifs. <https://tinyurl.com/yal83wav>

DISCRIMINATIONS ET LOGEMENT : GENERALITES

ARNOULET Emilie, Coordinatrice; VITEAU Julien, Coordinateur, **Les discriminations : comprendre, agir, accompagner**, in *Formation et territoire*, n°11, décembre 2006, 128 p.
Ce n°11 de la revue Formation et territoire aborde les discriminations dans une double perspective d'action et de réflexion. La première partie, intitulée "comprendre" s'interroge sur les conditions et le sens de l'apparition de la discrimination. Les contributions de la seconde partie -"Agir"- détaillent des stratégies de lutte contre les discriminations en entreprises ou dans les services d'emploi et/ou d'accompagnement. Enfin la troisième partie -"accompagner"- concerne les victimes de discriminations.
http://www.arifor.fr/IMG/pdf/formation_territoire_11.pdf

BEAUCHEMIN Cris, HAMEL Christelle, SIMON Patrick, HERAN François. **Trajectoires et origines : enquête sur la diversité des populations en France**. Paris, Ined éditions, 2015, 622 p. (Grandes enquêtes)
Cet ouvrage présente les résultats de l'enquête Trajectoires et Origines (TeO) réalisée auprès de 22000 personnes afin d'avoir des connaissances statistiques sur la situation des populations liées à l'immigration, sur la diversité des populations en France, et sur les discriminations. Un des apports majeurs de cet ouvrage est qu'il combine l'approche objective et subjective de la discrimination en étudiant pour la première fois l'expérience du racisme subi. Les contributions sont organisées autour de cinq parties : diversité des origines et des trajectoires ; l'accès aux ressources scolaires, sociales et professionnelles ; les dynamiques familiales ; discrimination et racisme : la prise en compte des perceptions ; questions d'identités.

CERRATO DEBENEDETTI Marie-Christine, « **La lutte contre les discriminations ethno-raciales en France. De l'annonce à l'esquive (1998-2016)** », Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Res Publica », 2018, 255 p.
Annoncée en France en 1998 sous impulsion européenne, la lutte contre les discriminations raciales n'a jamais été véritablement portée par un gouvernement. L'ouvrage analyse, à différentes échelles d'intervention, les processus multiples de refoulement de la discrimination ethno-raciale : la dilution et l'euphémisation du problème pour en extraire sa dimension ethno-raciale, l'éviction du débat politique par des instruments consensuels, enfin la délégation de l'action à des experts et aux territoires. (résumé éditeur)

DUMORTIER Thomas, GUIOMARD Frédéric, LANGLAIS Claire, ROCCATI Marjolaine et TOUILLIER Marc, « **Chronique de droit des discriminations (avril 2016-septembre 2016)** », La Revue des droits de l'homme [Online], Actualités Droits-Libertés.
Cette chronique rend compte sur cette période de l'actualité législative et jurisprudentielle relative aux discriminations.
<http://journals.openedition.org/revdh/3251>

FASSIN Didier. **L'invention française de la discrimination**. Revue française de science politique, 4/Vol. 52, 2002, pp. 403-423.

À la fin des années 1990, les pouvoirs publics et plus largement la société française ont commencé à reconnaître l'existence de discriminations liées à l'origine et souvent qualifiées de « raciales ». Cette évolution, dont quelques-uns des signes les plus marquants sont rappelés, s'inscrit en rupture avec un discours et une idéologie qui avaient consisté à nier cette réalité. Jusqu'alors disjointes, les problématiques du racisme et de l'inégalité trouvent désormais un lieu d'articulation, ce qui a des conséquences en termes à la fois de représentation du monde social et de conception des politiques publiques.

LATRAVERSE, Sophie. « **20 ans de non-discrimination en France : du droit aux pratiques** ». *Les cahiers de la LCD* 6, n° 1 (2018): 121-37.

Experte du droit des discriminations, l'auteur présente dans cet entretien les moments-clés de la mise en place d'un dispositif juridique et institutionnel antidiscriminatoire en France, en dresse un bilan synthétique à partir de l'activité du Défenseur des Droits, puis jette un éclairage critique sur les avancées opérées depuis vingt ans, nourri de sa pratique professionnelle et d'une expérience au long cours du droit des discriminations

Le Défenseur des droits. **Rapport annuel d'activité 2017**, Paris, 2018, 129 p.

Le 11 avril 2018, Jacques Toubon, le Défenseur des droits, présenta son rapport annuel d'activité. L'année 2017 a vu une augmentation des taux de réclamations de 7,8% soit 17,3% sur les dernières années. Il a reçu 140 000 demandes d'intervention et instruit 94 000 dossiers. La première cause du recul des droits et de l'augmentation des inégalités est le « retrait des services publics ». Le Défenseur des droits remarque également une maltraitance envers les étrangers. De plus, les discriminations sont toujours en hausse. En effet, 30% de la population active a été un jour discriminée ces cinq dernières années. Les victimes sont majoritairement des femmes, des salariées d'origine étrangère et des personnes handicapées.

https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/raa2017_num-accessibilite-10.04.2018.pdf

LES ENJEUX DANS LE LOGEMENT

AVDL. « **Les discriminations liées à l'origine dans le domaine du logement** ». AVDL, janvier 2014. [https://www.avdl.fr/doc/pdf/Les discriminations liees a lorigine dans le champ du logement 2014Vext.pdf](https://www.avdl.fr/doc/pdf/Les%20discriminations%20liees%20a%20l'origine%20dans%20le%20champ%20du%20logement%202014Vext.pdf)

BOURGEAIS, Marine. « **Chapitre 5 / Catégorisations et discriminations au guichet du logement social. Une comparaison de deux configurations territoriales** ». In *L'État des droits*, 177-210. Académique. Paris: Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2015.

Prenant appui sur une enquête ethnographique comparative, ce chapitre propose une analyse localisée de la production des droits afin d'éclairer la manière dont se construisent les discriminations dans l'accès au logement social. L'analyse des pratiques professionnelles, replacées dans leur contexte, révèle des modes de régulation qui contribuent à fragiliser la concrétisation du droit au logement. Les marges de manœuvre des différents acteurs favorisent, à un premier niveau, des situations qui font émerger des règles du jeu contraires au droit. Les typifications collectives et les routines bureaucratiques assurent, à un second niveau, la production des discriminations. En reconnaissant aux acteurs locaux le pouvoir de sélectionner les usagers, l'État autorise l'émergence de critères informels, parfois illégaux. (résumé éditeur)

<https://www.cairn.info/l-etat-des-droits--9782724615654-p-177.htm>.

CAVALLIER, Georges, **Discriminations dans l'accès au logement. Rapport du groupe de travail** - Conseil National de l'Habitat, 01/12/2005. - 44 p.

Ce rapport présente les constats et propositions du groupe de travail constitué, à la demande du ministre de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer, au sein du Conseil National de l'Habitat, pour élaborer des recommandations en matière de lutte contre les discriminations dans l'accès au logement. La mission du groupe de travail consistait à caractériser la nature et l'importance des discriminations affectant les candidats à l'accès à un logement, en prenant en compte : une conception objective de la discrimination ; les différents modes de discrimination pratiqués (discriminations directes, indirectes, ou résultant d'effets de système) ; les facteurs discriminatoires de toute nature, qu'ils soient liés à l'être (origine, nationalité, caractères raciaux ou ethniques, patronyme, âge, apparence physique, handicap, état de santé, sexe, situation de famille) ou à « l'agir » (religion, croyances, culture, mode de vie,

opinions politiques, activités syndicales, orientations sexuelles, nature et niveau des ressources, adresse et parcours résidentiel) ; l'ensemble du parc national de logements, dans ses différentes composantes (parc privé et parc public) ; les divers modes d'accès au logement (location, acquisition, primo-accession), ainsi que la transition de l'hébergement vers le logement. Il présente des recommandations et des propositions visant à éradiquer les discriminations observées ou, tout au moins, à les faire reculer.

COLLECTIF. **Une place pour tous dans la cité**, in *Habitat et Société* n° 59, septembre 2010, 96 p.

Ce dossier montre dans quelles mesures les organismes Hlm sont mobilisés et actifs pour "donner à chacun une place dans la cité" à travers une trentaine d'exemples et sur les thèmes : produire une offre de logements au service de la diversité des territoires, conforter l'accompagnement social et le droit au logement pour tous et poursuivre la rénovation urbaine des quartiers pour la cohésion sociale.

Commission européenne (CE), BERNARD Nicolas, RINGELHEIM Julie. **La discrimination dans le logement**. Luxembourg, Office des publications officielles de l'Union européenne, 2012, 80 p.

Cette étude, réalisée pour le compte de la direction générale de la justice de la Commission européenne, a pour objectif d'analyser le contenu et la portée de la protection contre la discrimination dans le logement dans le droit de l'Union européenne. En s'appuyant sur d'autres textes et instances européennes et sur le droit national des États membres, il s'agit de montrer les variations qui existent entre les États. Le rapport décrit et analyse les différentes formes que peuvent prendre les discriminations dans le logement : l'offre de logement disponible, le processus d'attribution d'un logement (en location ou en vente) et l'occupation d'un logement par une personne. En conclusion, le document précise et rappelle aux États, que des normes européennes et internationales leur imposent d'adopter des mesures de différents ordres pour lutter contre les discriminations dans le logement.

http://ec.europa.eu/justice/discrimination/files/la_discrimination_dans_le_logement_final_fr.pdf

Le Défenseur des droits. **Enquête sur l'accès aux droits. Vol. 5. Les discriminations dans l'accès au logement**. Paris, 2017, 36 p.

Cette enquête met en lumière les discriminations dans l'accès au logement. Un quart de la population dans l'enquête a recherché un logement à louer au cours des cinq années ayant précédé l'enquête. L'enquête montre que parmi les 24% de la population ayant recherché un logement à louer au cours des cinq années précédant l'enquête, 14% disent avoir rencontré des discriminations lors de leur recherche.

https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/171213_ddd_ead_discrimination_logement_num.pdf

DESAGE Fabien, « **Les exclus de l'inclusion. Construire du logement social en temps d'austérité et de mixité (France-Québec)** », *Espaces et sociétés*, 2017/3 (n° 170), p. 15-32.

Depuis une dizaine d'années, en France comme au Québec, la fixation de taux minimum de logements sociaux est devenue l'un des outils privilégiés des pouvoirs publics pour favoriser le développement du parc social. Ces taux sont contraignants en France et incitatifs au Québec mais procèdent de logiques semblables, valorisant la mixité sociale comme objectif d'action publique et insistant sur les « opportunités de développement » que fourniraient les opérations privées, dans un contexte de baisse des financements publics. À partir de terrains réalisés dans deux agglomérations françaises (Nantes et Lille) et une agglomération québécoise (Montréal), cet article présente les conditions d'acceptation du principe d'un « taux minimum de logements sociaux » par les maires des communes résidentielles et par les promoteurs immobiliers.

<https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2017-3-page-15.htm>

Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés. **Lutter contre les discriminations dans l'accès au logement**. Paris, 2017. 23 p.

Ce guide de la Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés aide à définir les différents types de discriminations. Le guide aide le demandeur de logement à comprendre s'il est victime d'une discrimination dans l'accès au logement privé ou dans l'accès au logement social.

http://www.fondation-abbé-pierre.fr/documents/pdf/guide_-_lutter_contre_les_discriminations_dans_l'accès_au_logement.pdf

Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés. **L'état du mal-logement en France 2018 – 23^e rapport annuel**. Paris, 2018. 383 p.

Le 23^e rapport annuel met en avant le surpeuplement et ses problématiques. Puis, il interroge les obstacles du surpeuplement par les politiques publiques. Le rapport dresse également un tableau sur le mal-

logement : 4 millions de personnes restent mal logées ou privées de domicile. Enfin, le rapport traite d'un plan créé par la Fondation Abbé Pierre : « Sans-domicile : objectif zéro ». Ce plan consiste à mettre un terme au mal-logement ou à l'absence de domicile.

[http://www.fondation-abbe-pierre.fr/documents/pdf/23e_rapport_sur_letat_du_mal-logement_en_france_2018 - le rapport complet.pdf](http://www.fondation-abbe-pierre.fr/documents/pdf/23e_rapport_sur_letat_du_mal-logement_en_france_2018_-_le_rapport_complet.pdf)

FOL Sylvie, MIOT Yoan, VIGNAL Cécile, **Mobilités résidentielles, territoires et politiques publiques**, Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2014, 258 p. (collection Le regard sociologique).

Cet ouvrage analyse le rôle des mobilités résidentielles dans le creusement des inégalités sociales et territoriales et s'interroge sur la manière dont les politiques publiques peuvent influencer sur ces processus de mobilité. Les contributions révèlent l'importance de l'ancrage et les formes de résistance à la mobilité des habitants des territoires populaires. Dans ce cadre, les politiques de rénovation urbaine étudiées offrent des illustrations particulièrement intéressantes des tensions comme des impensés des politiques tournées vers la mobilité résidentielle.

FRANÇOIS Camille, « **Disperser les ménages. Groupes résidentiels et familiaux à l'épreuve de la démolition d'un grand ensemble** », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2014/4 (N° 204), p. 102-117. DOI : 10.3917/arss.204.0102.

Fruit d'une enquête menée auprès du service relogement d'un important bailleur social de la banlieue parisienne, l'article se propose d'analyser la manière dont la dispersion des ménages des grands ensembles à laquelle aboutit la rénovation urbaine affecte les territoires et les pratiques de l'entre-soi des groupes d'habitants relogés, et d'établir ainsi les apports d'un recours à l'observation des pratiques institutionnelles et familiales entourant le relogement pour la saisie des effets sociaux de la politique de démolition.

<https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2014-4-page-102.htm>

ISM-CORUM, **Testing dans le parc locatif privé français sur l'existence de discriminations envers les jeunes et selon diverses combinaisons de critères**, avril 2017, 74 p.

Ce testing réalisé sur une vingtaine d'aires urbaines met en évidence une discrimination en raison de l'origine (ethno- raciale) et, dans une moindre mesure, du lieu de résidence (quartier politique de la ville). Dans l'accès au parc locatif privé, les résultats de ce testing ne mettent pas en évidence de discriminations liées au seul critère de la jeunesse.

http://www.ismcorum.org/stock_images/actus/464/rapport-ismcorum-fej-testing-logement-jeunes.pdf

LE GALLO, Julie ; L'HORTY, Yannick ; DU PARQUET, Loïc et PETIT, Pascale. **Les discriminations dans l'accès au logement en France : un testing de couverture nationale**. [S.l.] : Travail, emploi, et politiques publiques, 2017. Rapport de recherche n°2017-11. URL : <https://tinyurl.com/ycyqsrot>

Dans cette étude, nous mesurons l'ampleur de la discrimination dans l'accès au logement du parc privé à l'aide d'un testing de couverture nationale, qui est représentatif de chacune des 50 plus grandes aires urbaines de France métropolitaine, tout en couvrant un large spectre de motifs de discriminations : l'âge, l'origine, le lieu de résidence, le statut de fonctionnaire et leurs combinaisons. Le protocole de testing mis en place permet non seulement de mesurer les différentes formes de discrimination dans l'accès au logement et leurs combinaisons mais aussi d'analyser les déterminants de ces discriminations.

http://www.tepp.eu/doc/users/268/bib/dalton_en_france_1311.pdf

PAN KE SHON Jean-Louis. **Discrimination au logement et ségrégation ethno- raciale en France**. Saint-Denis, Profession Banlieue, mars 2011, 12 p.

Cette publication aborde les thèmes de la discrimination au logement et de la ségrégation ethno- raciale en France. L'objectif poursuivi est de montrer les états de la ségrégation ethnique en France, cette dernière pouvant recouvrir différentes réalités et intensités. Il n'y a pas de seuil qui, une fois franchi, ferait qu'un quartier ou qu'une commune bascule d'une situation normale à une situation d'espace ségrégué.

http://www.professionbanlieue.org/f1584_Jean_Louis_Pan_Ke_Shon_em_Discrimination_au_logement_et_segregation_ethno_raciale_en_France_em_n_19_2011.pdf

RÉEL (Réseau national Égalité et Logement), **La cotation dans le parc social**, décembre 2015, 24 p.

Dans un objectif de pédagogie, RÉEL a souhaité produire une note de synthèse sur la question de la cotation de la demande de logement social. Elle vise à apporter un éclairage et nourrir la réflexion sur le sujet. Cette note a été élaborée avec le peu de données accessibles. Car si la cotation se veut porteuse de transparence, les informations sur sa mise en place, ses modalités de fonctionnement ne sont pas toujours publiques ni publiées. La récolte des informations a donc été un premier travail en soi.

Au regard de leurs actions de prévention des discriminations dans l'accès au logement, il a semblé essentiel aux membres du RÉEL de participer à la réflexion sur la mise en place de la cotation, outil d'aide à la sélection ayant vocation à se développer et devant permettre de renforcer l'équité et l'égalité de traitement entre les demandeurs de logement social.

https://www.avdl.fr/doc_pdf/REEL_note_cotation_de_la_demande%20%20201512%20.pdf

SALA PALA Valérie, KULLBERG Jeanet, TOMLINS Richard et GIULIA Henry. **Politiques de logement et minorités ethniques dans l'Union européenne : une comparaison entre la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et les Pays-Bas** ». In *Les minorités ethniques dans l'Union européenne*, 87-111. Recherches. Paris: La Découverte, 2005.

Ce chapitre a pour objet de comparer les politiques relatives au logement des minorités ethniques dans quatre pays : la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et les Pays-Bas. Le choix de ces quatre cas nationaux découle du fait qu'ils sont considérés comme représentatifs de modèles d'action publique très différenciés, aussi bien en matière de gestion des relations interethniques que de logement. Toutefois, si les fortes différenciations nationales nous ont orientés vers une comparaison qui pose l'échelon national comme primordial, les processus de territorialisation repérables dans les politiques du logement (et plus généralement les politiques sociales) de la plupart des pays de l'UE ont également impliqué une prise en compte du niveau local. (résumé éditeur)

<https://www.cairn.info/les-minorites-ethniques-dans-l-union-europeenne--9782707144515-p-87.htm>.

TISSOT Sylvie. « **Une « discrimination informelle » ? Usages du concept de mixité sociale dans la gestion des attributions de logements HLM** », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005/4 (n° 159), p. 54-69

La notion de « mixité sociale » est devenue en France un des mots d'ordre de l'action publique. Elle désigne par exemple l'objectif de certains dispositifs de gestion concertée d'attribution de logements sociaux.. Ce type de dispositifs contribue dans bien des cas à organiser et à légitimer une sélection des candidats qui repose sur la mise à l'écart d'un certain type de ménages, souvent pauvres et issus de l'immigration post-coloniale. L'existence de ces dispositifs ne s'explique pas seulement par le consensus croissant qui existe aujourd'hui sur les bienfaits de la coexistence, dans un même espace, de populations diversifiées, et sur la nécessité d'organiser cette coexistence par une politique de peuplement. Ce type de gestion s'explique aussi par un jeu d'intérêts dans lequel le recours au principe de mixité sociale constitue une arme dans la lutte pour le contrôle du système d'attribution de logements. Toutefois, dans ce contexte de concurrences aiguës, la catégorie de mixité sociale s'institutionnalise sous la forme d'une norme « faible ». Catégorie d'amalgame et de brouillage, catégorie faiblement objectivée, elle est devenue l'outil de pratiques discriminatoires qui s'opèrent sur le mode secret de l'arrangement plutôt que sur un mode complètement rationalisé. (résumé auteur)

<https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2005-4-page-54.htm>

TOUBON Jean-Claude, TANTER Annick. « **Mixité sociale et politiques de peuplement : genèse de l'ethnisation des opérations de réhabilitation** », *Sociétés contemporaines*, 1999/1-2 (n° 33-34), p. 59-86.

L'invocation constante de la mixité sociale comme valeur dans le domaine du logement social et de la politique de la ville se trouve mise en discussion non seulement par les acquis de la recherche sociologique mais aussi par les représentations et pratiques discriminatoires des acteurs. Par un processus d'euphémisation en cascade, elle sert souvent à légitimer la fermeture du parc de logements publics aux populations immigrées. En prenant en considération la procédure expérimentale «Habitat et Vie Sociale» (1977-80) qui fut la matrice de la politique de la ville actuelle et introduisit la notion d' «équilibre social» dans le peuplement des grands ensembles, les auteurs mettent en évidence le déplacement très vite opéré du social à l'ethnique au travers des stratégies d'intervention négociées entre les collectivités locales et l'État. Trois exemples d'Île-de-France - Stains, La Courneuve et Aulnay - illustrent différentes modalités techniques et gestionnaires d'une même ambition de reconquête et plus largement la genèse des «politiques de peuplement». Paradoxalement, celles-ci n'ont-elles pas renforcé la spécialisation ethnique qu'elles étaient supposées combattre?

http://www.persee.fr/doc/socco_1150-1944_1999_num_33_1_1751

PRATIQUES ET POSTURES PROFESSIONNELLES

ARIFOR Champagne-Ardenne. **Prévenir les discriminations dans l'accès au logement : guide pratique au service des acteurs locaux.** Arifor, 2009, 26 p.

Cet outil, réalisé avec l'ensemble des acteurs concernés, vise à comprendre les mécanismes en jeu face aux discriminations dans l'accès au logement en Champagne- Ardenne. À travers des exemples de situations concrètes, il favorise la prise de conscience des professionnels face à cette problématique et l'importance d'actions communes en région.

Il repose sur trois points clés : informer et conseiller les acteurs du logement pour éviter les actes discriminatoires, identifier les discriminations dans l'accès au logement, mettre en lien les contacts locaux et les personnes ressources du territoire.

COLLECTIF. **Le logement social et les politiques locales de l'habitat : guide à l'usage des élus locaux.** Le Courrier des maires et des élus locaux (Cahier pratique, Documents), 2014, 42 p.

Face à la complexité des problématiques liées au logement (partage des compétences, réglementation, financement, urbanisme, questions sociales, environnementales...), l'Association des Maires de France et l'Union Sociale pour l'Habitat se sont associées pour réaliser un guide destiné à aider les élus locaux dans la mise en œuvre de politiques locales de l'habitat. Centré sur le logement social, ce vademécum recense les différentes actions des collectivités dans ce domaine et se propose de donner des clés pour mettre en œuvre une politique locale de l'habitat adaptée au territoire et en cohérence avec les contraintes économiques, environnementales et sociales.

http://www.amf.asso.fr/upload/fichiers/documents/AMF_10133_GUIDE.pdf

Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET). **Guide pratique de lutte contre les discriminations : l'essentiel.** 2017. 47 p.

Ce guide, présenté le 23 février 2017 par Hélène Geoffroy, secrétaire d'État chargée de la ville, a pour objectif d'identifier, prévenir et lutter contre toutes les formes de discriminations. Il s'adresse prioritairement aux services de l'Etat, aux opérateurs de service public, aux associations et aux élus locaux, mais a vocation à s'étendre vers le tissu associatif et les services municipaux et paramunicipaux en charge de produire un plan local de lutte contre les discriminations, dont le présent guide pourrait constituer une annexe ou une ressource clé pour son élaboration. Il offre un panorama transversal des principaux dispositifs portés par l'ensemble des ministères en matière de lutte contre les discriminations et constitue une boîte à outils permettant d'identifier les mesures, les acteurs et les documents pertinents pour former, se former et accompagner les victimes de discriminations.

http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/guide_pratique_de_lutte_contre_les_discriminations.pdf

Le Défenseur des droits. **Guide Louer sans discriminer : un manuel pour professionnaliser ses pratiques.** Paris, 2017. 79 p.

Ce guide a été élaboré en concertation avec des représentants des professionnels de l'immobilier, au plus près de leurs attentes et de leurs besoins d'éclairage, et à vocation à les accompagner dans leur pratique quotidienne. Il s'organise autour de trois grandes parties. La première donne des clés pour comprendre et repérer les discriminations dans le logement. La seconde propose huit points-clés pour louer sans discriminer et enfin la dernière a pour objectif d'aider les professionnels à porter une politique de non-discrimination.

https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/louer_sans_discriminer_un_manuel_pratique_pour_professionnaliser_ses_pratiques.pdf

Le Défenseur des droits. **Guide Louer sans discriminer : Un manuel pratique à l'usage des propriétaires.** Paris, 2017. 26 p.

Ce guide a été élaboré en concertation avec des représentants des propriétaires, au plus près de leurs attentes et de leurs besoins d'éclairage, et à vocation à les accompagner dans leur pratique quotidienne. Il s'organise autour de trois grande parties. La première donne des clés pour comprendre et repérer les discriminations à la location. La seconde propose cinq étapes pour louer sans discriminer et enfin la dernière propose des outils et informations pratiques pour louer sans discriminer.

http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/louer_sans_discriminer_un_manuel_pratique_pour_les_proprietaires.pdf

Le Défenseur des droits. **Fiche pratique : 8 étapes pour louer sans discriminer**. Paris, 2017. 2 p.
Cette fiche s'adresse aux professionnels de l'immobilier. Elle détaille 8 étapes pour louer sans discriminer et propose au verso des pratiques et arguments recommandés face à des demandes à caractère discriminatoire.

https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/8_etapes_pour_louer_sans_discriminer_et_des_pratiques_et_arguments_pour_faire_face_a_une_demande_discriminatoire.pdf

HALDE, **Analyse et recueil de bonnes pratiques – Accès au logement social : garantir l'égalité**, Janvier 2011
Cette étude met à la disposition des acteurs du logement social des outils d'analyse et des exemples de pratiques faisant ressortir les conditions qui favorisent l'égal accès à tous à un logement social à partir d'une étude de terrain. L'analyse de 12 exemples d'actions locales diverses dresse un panorama des difficultés rencontrées et des réponses qui peuvent y être apportées (cadres, démarches, outils, méthodes) afin de prévenir les discriminations dans ce domaine. Ainsi sont formulées des recommandations visant notamment à encourager les acteurs du logement à garantir l'égalité de traitement et l'égalité des chances des demandeurs.

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/rapport-logement-social-halde.pdf>

HLUSZKO, Catherine. **Une charte de déontologie dans le cadre du projet RSE d'un organisme Hlm : pourquoi et comment ?** Union Habitat, 2014.

Code de conduite des salariés dans le cadre de leur activité professionnelle, les chartes de déontologie constituent les règles à respecter par tous dans l'entreprise. Parmi les motivations affichées par les structures Hlm qui se lancent dans la démarche est présente la dimension de la gestion des risques : risques de réputation, de responsabilité juridique, financiers... les chartes présentées distinguent les différentes parties prenantes en décrivant les règles à respecter vis-à-vis de chacune d'elles.

<https://www.union-habitat.org/centre-de-ressources/innovation-prospective/une-charte-de-deontologie-dans-le-cadre-du-projet-rse-d>

Réseau RECI, **Les discriminations liées à l'origine réelle ou supposée dans le logement – Etat des savoirs**, Note documentée, Novembre 2015

Cette note du Réseau RECI n'a pas l'ambition d'épuiser la thématique « discrimination et logement » qui peut être abordée par de nombreuses entrées, ni même d'être exhaustive sur l'ensemble des productions écrites ayant été rédigées autour du sujet. Elle permet néanmoins de poser le cadre de la réflexion en recensant les travaux menés et en en présentant une analyse synthétique.

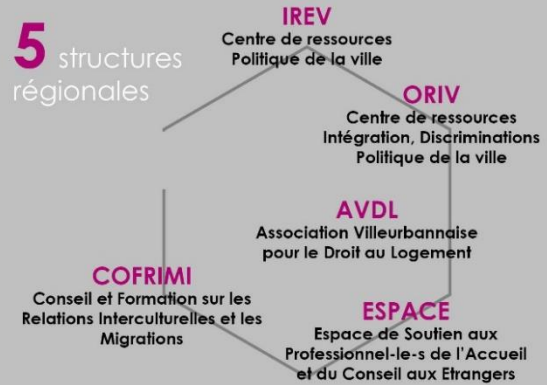
https://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2015/11/reseau_reci_note_documentee_discriminations_logement_nov_2015.pdf

Réseau RECI, bibliographie sur **Mixité sociale et Logement**, Mars 2017

http://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2017/06/reseau_reci_biblio_mixite_sociale_logement.pdf



reseau-reci.org
contact@reseau-reci.fr



Notre mission : produire des ressources pour aider à la compréhension et à la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'intégration, de lutte contre les discriminations et d'égalité des chances.

La base documentaire

Notre base documentaire en ligne comporte plus de 20 000 références actuelles accessibles à tous, gratuitement.



biblio.reseau-reci.org

Nos dernières expertises :

« Prévention des discriminations dans l'emploi : quel est le chemin parcouru depuis 10 ans ? »

« Parcours d'installation des primo-arrivants et diversité des territoires »

Suivez notre actualité sur les réseaux sociaux

Scoop.it! Panorama de presse du réseau RECI

twitter @ ReseauRECI



Le réseau RECI est aussi acteur du Portail européen sur l'intégration. Créé par la Commission européenne, il travaille sur l'intégration dans les pays membres. Suivez son actualité sur Twitter @EWSIFrance

